



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Bourgogne Franche-Comté**
Unité départementale de la Côte d'Or

ARRÊTÉ PREFECTORAL N° 257 DU 03 MARS 2022

portant autorisation environnementale pour l'exploitation
d'une installation de fabrication de patchs pharmaceutiques

Société ADHEXPHARMA

Commune CHENOVE

Le Préfet de la Côte d'Or

VU le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1^{er} du livre V ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

VU l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée 2016-2021 approuvé par arrêté du 3 décembre 2015 et complété par l'arrêté du 20 décembre 2018 ;

VU le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant de l'Ouche (SAGE 06029) approuvé par arrêté du 13 décembre 2013 ;

VU l'arrêté ministériel du 12/05/20 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 05/12/16 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (applicable jusqu'au 31/12/19 pour ce qui concerne les rubriques 4440, 4441 ou 4442) ;

VU l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement

- VU** l'arrêté préfectoral du 27 juin 1978 portant déclaration d'utilité publique du captage de la rente Logerot ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 30 janvier 1997 portant autorisation d'exploiter les installations de la société Laboratoires FOURNIER sur la commune de CHENOVE ;
- VU** les déclarations de changement de raison sociale en date des 15 octobre 1998 et 30 septembre 1999 des Laboratoires FOURNIER à TRANSTECH puis à CROSS Site Technologies SA pour l'exploitation du bâtiment 5, 22 et 21 ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 10 décembre 1999 précisant les conditions de rejets atmosphériques de la société CROSS Site Technologies SA ;
- VU** les déclarations de changement de raison sociale en date des 11 janvier 2002 et 28 janvier 2008 de la société CROSS Site Technologies SA à la société FOURNIER pour les bâtiments 21 et 22, puis à la société Laboratoires PLASTO SANTE pour le bâtiment 21 uniquement et enfin en juin 2017 de la société Laboratoires PLASTO SANTE à la société ADHEXPHARMA ;
- VU** la demande du 5 septembre 2019, présentée par la société ADHEXPHARMA dont le siège social est situé 30 rue de Lübeck, 75016 Paris, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de fabrication de patchs pharmaceutiques située au 42 rue de Longvic, 21300 Chenôve (bâtiment 21) et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13 ;
- VU** les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 20 avril 2021 ;
- VU** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;
- VU** l'avis la Commission Locale sur l'Eau de la Vouge/Ouche du 30 septembre 2019 ;
- VU** l'avis de l'Agence régionale de Santé du 9 octobre 2019 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 27 juin 1978 portant déclaration d'utilité publique du captage de la rente Logerot soumet les activités industrielles, les stockages d'hydrocarbures et de produits chimiques ainsi que les forages de puits à l'autorisation du CODERST ;
- VU** l'avis favorable de la Direction régionale des affaires culturelles , le 28/10/2019 ;
- VU** l'avis de la Direction départementale des territoires – services de l'eau et des risques – Bureau de la police de l'eau du 18 octobre 2019 qui indique que le dossier ne relève ni d'une autorisation ni d'une déclaration au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement ;
- VU** l'avis favorable de l'Institut national de l'origine et de la qualité du 10 octobre 2019 ;
- VU** l'avis du Service de départementaux d'intervention et de secours de Côte d'Or du 28 mai 2021 ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 20 août 2018 portant décision de non soumission à l'évaluation environnementale du projet d'extension des activités de l'entreprise Adhexpharma à Chenôve suite l'examen au cas par cas de la demande n° BFC-2018-1748 reçue le 17 juillet 2018 par l'autorité environnementale en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;
- VU** la décision en date n° E21000059/21 du 21 juillet 2021 du président du tribunal administratif de Dijon, portant désignation du commissaire-enquêteur ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 1058 en date du 02 août 2021 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 15 jours consécutifs du 21 septembre au 05 octobre 2021 inclus sur le territoire de la commune de Chenôve ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 42 du 10 janvier 2022 portant sursis à statuer sur la demande d'autorisation environnementale prolongeant le délai de la phase de décision de deux mois supplémentaires ;
- VU** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;
- VU** la publication dans les quinze jours avant le début de l'enquête, et dans les huit premiers jours de l'enquête publique de cet avis dans deux journaux locaux (« Le Bien Public » et « Le Journal du Palais ») ;

VU le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur en date du 20 octobre 2021;

VU l'absence de délibération sur le projet des conseils municipaux des communes de Chenôve et Marsannay-la-Côte ;

VU l'absence de délibération de la métropole de Dijon ;

VU l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

VU le rapport et les propositions en date du 18 janvier 2022 de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis en date du 1er février 2022 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu (a eu la possibilité d'être entendu) ;

VU le projet d'arrêté porté le 4 février 2022 à la connaissance du demandeur ;

VU la lettre de l'exploitant du 11 février 2022 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que dans les compléments apportés au dossier en avril 2021 le pétitionnaire a répondu aux réserves formulées par la CLE dans son avis 30 septembre 2019 sus-cité relatives à la sensibilité de la nappe de Dijon Sud au COV ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures que comporte le présent arrêté assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Côte d'Or ;

ARRÊTE

SOMMAIRE

1 Portée de l'autorisation et conditions générales.....	5
2 Protection de la qualité de l'air.....	9
3 Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	13
4 Protection du cadre de vie.....	18
5 Prévention des risques technologiques.....	19
6 Prévention et gestion des déchets.....	25
7 Dispositions FINALES.....	27
Annexe 1 -CONFIDENTIELLE – LOCALISATION DES POINTS DE REJETS ATMOSPHERIQUES.....	28
ANNEXE 2 – CONFIDENTIELLE - réseaux D'EAUX USÉES et d'eaux pluviales.....	29
ANNEXE 3 – réseaux D'EAUX PLUVIALES.....	30
ANNEXE 4 – Localisation des points de mesures sonores et environnement sonore du site (source : catelie 21).....	31
Annexe 5 – ANNEXE CONFIDENTIELLE - Plan general du site - localisation des zones de stockages. .	32
annexe 6 - Annexe confidentielle – Composition du site.....	33

1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 *Exploitant titulaire de l'autorisation*

La société ADHEXPHARMA, (SIRET 50080663300029), dont le siège social est situé au 30 rue de Lübeck, 75016 Paris, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Chenove (21300), au 42 rue de Longvic (bâtiment 21) (coordonnées Lambert 93 X= 852 067 et Y=6 689 227), les installations détaillées dans les articles suivants.

L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploité du 30 janvier 1997 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 décembre 1999 sont abrogés par le présent arrêté pour ce qui concerne les prescriptions concernant le bâtiment 21 du site historique Laboratoire Fournier, à l'exception de l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploité du 30 janvier 1997.

1.1.2 *Localisation et surface occupée par les installations*

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
CHENOVE	AS 129	L'escargotière
CHENOVE	AS 132	L'escargotière

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 4 922 m².

1.1.3 *Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation*

A l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

1.2 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE listées dans le tableau ci-dessous. Les prescriptions des arrêtés ministériels applicables aux rubriques listées s'appliquent à l'installation.

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
4110.2	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides.	Nicotine CAS n° 54-11-4	Quantité : 2,1 tonnes	A
2940-2-a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont	Quatre lignes d'enduction (Tunnel 1, Tunnel 2, Tunnels 3 et 4)	La quantité maximale de produits susceptible	E

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
	classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) supérieure à 100 kg/j...	✓ tunnel 1 : 180 kg/jour, ✓ tunnel 2 : 300 kg/jour, ✓ tunnels 3 et 4 : 60 kg/jour. La quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est de 600 kg/jour.	d'être mise en œuvre est de 600 kg/jour.	
2915-2	Chauffage (Procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles 2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est supérieure à 250 l			D

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

L'exploitant a procédé à l'analyse par cumul des substances présentent sur son site suivant les règles définies à l'article R.511-11 du code de l'environnement et en déduit qu'il ne dépasse pas les seuils de classement Seveso.

L'établissement n'est pas concerné par la Directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles (IED).

Aucune des installations du site n'est soumise à autorisation ou à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement (nomenclature IOTA aussi appelé Loi sur l'Eau).

1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet soumis à examen au cas par cas.

1.4 Durée de l'autorisation et cessation d'activité

1.4.1 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

Les conditions de remise en état sont définies aux articles R. 512-39-1 et suivant du code de l'environnement.

1.4.2 Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

1.5 Garanties financières

Non concerné

1.6 Implantation

Le bâtiment principal de production (bâtiment 21) et les locaux de stockage de produits dangereux et/ou inflammable sont implantés à une distance minimale de **15** mètres des limites de l'établissement (ne concerne pas le bâtiment de pause ni la soute à déchets qui est sous responsabilité des Laboratoires Urgo).

1.7 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

1.8 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable de la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place les dispositifs nécessaires pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

1.9 Consignes

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, et les opérations d'entretien menés, doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 3 ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte. Il déclenche les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus.

Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse cent mètres. Un ou plusieurs moyens de communication interne (lignes téléphoniques, réseaux, ...) sont réservés exclusivement à la gestion de l'alerte.

- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

2 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), et le cas échéant rapportés à une teneur en oxygène de référence.

2.1 Conception des installations

2.1.1 Dispositions générales

I. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

II. Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, et sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant.

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

III. Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

2.1.2 Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
Conduit N° 1	Caissons n°1 et 2 du tunnel d'enduction n° 1 + tunnel d'enduction n°2 + système d'extraction d'air des laveries et salle de pesée	SO	SO	Les rejets des systèmes d'extraction d'air des laveries et salle de pesée sont discontinus, en faible quantité et non liée au process Traitement par épurateur catalytique
Conduit N° 2	Caissons n°3 et 4 du tunnel d'enduction n°1	SO	SO	Sans traitement
Conduit N° 3	Chaudière	310 kW	Gaz naturel	Non classé ICPE

2.1.3 Conditions générales de rejet

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Débit en marche continue Nm ³ /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s
Conduit N° 1 (C1)	11	0,7	7200	Q > 5000	8 m/s
				Q ≤ 5000	5 m/s
Conduit N° 2 (C2)			1800	Q ≤ 5000	5 m/s

Le tunnel d'enduction n°2 assurant la fabrication des patchs oesclim ne fonctionne que 6 jours par an.

2.2 Limitation des rejets

2.2.1 Dispositions générales

I. Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

II. Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

III. Le brûlage à l'air libre est interdit .

2.2.2 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

2.2.2.1 Émissions canalisées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Rejeté par le conduit n°1 (point C1)

Le débit du tunnel n°1 (caisson 1 et 2) raccordé au conduit n°1 est de 7200 Nm³/h

Le débit du tunnel n°2 raccordé au conduit n°1 est de 14 400 Nm³/h

Les rejets sont traités par un oxydateur thermique.

Rejeté par le conduit n°2 (point C2)

Le débit du tunnel n°1 (caisson 3 et 4) raccordé au conduit n°2 est de 1800 Nm³/h

Conduit n°1 (point C1)

Paramètre	Code CAS	Conduit n°1			
		Concentration mg/Nm3	Flux		
			Kg/h	Kg/j	Flux en kg/an
Poussières, y compris particules fines		100	2,16	51,84	6393
SO2	7446-09-05	300	6,48	155,52	19180
NOX en équivalent NO2	10102-44-0	50	1,08	25,20	9 020,00
CO		100	2,16	51,80	18 560,00
COV		110	0,76	18,10	4 670,00

Conduit n°2 (point C2)

Paramètre	Code CAS	Conduit n°2			
		Concentration mg/Nm3	Flux		
			Kg/h	Kg/j	kg/an
Poussières, y compris particules fines		100	0,18	4,32	1546
SO2	7446-09-05	300	0,54	12,96	4639
NOX en équivalent NO2	10102-44-0	50	0,09	2,16	773,28
CO		100	0,18	4,32	1 546,00
COV		110	0,198	4,75	1701,00

2.2.2.2 Émissions diffuses

Le flux annuel d'émissions diffuses de COVNM ne dépasse pas 15 % de la consommation annuelle de solvant **OU 0,26 tonnes par an.**

2.2.3 Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

En cas de nuisances, le préfet peut demander la réalisation d'une étude de dispersion. Cette étude de dispersion est réalisée par un organisme compétent choisi en accord avec l'inspection des installations classées, aux frais de l'exploitant et sous sa responsabilité.

2.3 Surveillance des rejets dans l'atmosphère

2.3.1 Dispositions générales

I. l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

II. Sauf disposition contraire, les méthodes utilisées sont les méthodes de référence en vigueur précisées dans un avis publié au Journal officiel.

III. Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère.

Les points de rejet doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

2.3.2 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

I. L'exploitant assure une surveillance du rejet C1 et C2 identifié sur le plan joint en annexe 1 du présent arrêté dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Fréquence de transmission
Débit	1 fois par an	Sur demande de l'inspection
O ₂	1 fois par an	
CO ₂	1 fois par an	
Poussières	1 fois par an	
SO ₂	1 fois par an	
NO _x	1 fois par an	
CO	1 fois par an	
COV	1 fois par an	

2.3.3 Surveillance des émissions diffuses

Sans objet

2.3.4 Surveillance des émissions par bilan

L'exploitant établit le(s) bilan(s) des émissions suivant(s) :

Paramètre	Type de mesures ou d'estimation	Fréquence
COVNM	Plan de gestion de solvant	Annuelle
COV spécifiques	Plan de gestion de solvant	Annuelle

2.3.5 Mesures « comparatives »

Dans le cas de mesures d'autosurveillance des rejets, réalisées par des laboratoires non agréés, l'exactitude des mesures est régulièrement évaluée par leur comparaison avec des mesures réalisées par un laboratoire disposant,

pour les paramètres concernés, de l'agrément du ministère en charge de l'environnement, ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé de l'accréditation pour les prélèvements et analyses dans l'air.

2.4 Surveillance des effets des rejets sur l'environnement

Sans objet

2.5 Propreté, émissions diffuses et envols de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

2.6 Dispositions spécifiques

Sans objet

3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1 Prélèvements et consommations d'eau

3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal
		Annuel (m ³ /an)
Réseau d'eau	Réseau AEP Chenoves (Dijon Métropole)	1000 m ³ /an

L'alimentation en eau potable du bâtiment présent un disconnecteur ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique. L'exploitant respectera les prescriptions de l'article R.1321-57 du code de la santé publique. Les disconnecteurs devront être déclarés auprès des services santé environnement de l'unité territoriale de l'ARS de Côte d'Or. Le raccordement au réseau public d'alimentation en eau potable est commun sur l'ensemble du site historique «Laboratoire Fournier» aujourd'hui Adhexpharma (bat 21), Laboratoire Urgo et Adhextechnologie). Le site Adhexpharma (bât 21) dispose d'un compteur indépendant. Ce compteur sera révisé annuellement et sera renouvelé au moins tous les 10 ans.

3.2 Conception et gestion des réseaux, des ouvrages de traitement et des points de rejet

3.2.1 Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

3.2.2 Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

3.2.3 *Isolement avec les milieux*

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

3.2.4 *Collecte des effluents*

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

3.2.5 *Gestion des ouvrages de traitement : conception et dysfonctionnement*

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

3.2.6 *Entretien et conduite des installations de traitement*

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.2.7 *Points de rejet*

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- Le réseau d'eaux usées : le bâtiment 21 dispose d'un réseau d'eau usée collecté uniquement les eaux vannes du bâtiment et se raccorde au réseau d'assainissement communal au niveau du point R2 indiqué sur le plan des réseaux présentés en annexe 2 du présent arrêté.

- Les eaux industrielles : les solvants (éthanol, MEK...) issus du nettoyage des équipements sont éliminés en tant que déchet dangereux. L'eau utilisée pour le rinçage est traitée comme un déchet.

- Les eaux pluviales : les eaux pluviales collectées sur l'emprise du site rejoignent le réseau pluvial interne. Compte tenu de l'historique du site (ex. «Laboratoire Fournier» aujourd'hui Adhexpharma (bat 21), Laboratoire Urgo et Adhextechnologie), les eaux pluviales sont gérées collectivement sur l'ensemble du périmètre Laboratoire Urgo, Adhextechnologie et Adhexpharma. Un système d'obturateur automatique implanté entre les limites du site Laboratoire Urgo et Adhextechnologie permet de isoler les eaux pluviales en provenance des sites d'Adhexpharma et Laboratoire Urgo (cf. Plan du réseau pluvial en annexe 3 du présent arrêté). Le raccordement au réseau public d'assainissement se trouve au niveau de la rue de Longvic (point R1 sur le plan en annexe 3). Les eaux pluviales du site sont rejetées au réseau d'assainissement public sans limitation de débit.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Point de rejet à la sortie du périmètre ICPE	Nom	Rejet n°1 (R1)	Rejet n°2 (R2)
	Coordonnées en Lambert 93	X : 852 373,04 m Y : 6 689 347,26 m	X : 852 023,15 m Y : 6 689 234,09 m
Nature des effluents		Eaux pluviales	Eaux vannes
Réseau de collecte et traitement si existant		Passage dans un déshuileur Réseau pluvial communal séparatif	Réseau d'assainissement communal
Type de rejet en sortie de site		rejet canalisé directement dans un cours d'eau	rejet canalisé vers une station d'épuration
Pour un rejet canalisé vers une station d'épuration communale	Code station	/	Code SANDRE : 060921231001
	Nom station	/	Station de la commune de Dijon
	Commune station	/	Métropole de Dijon
Cours d'eau final	Code masse d'eau	FRDR646	FRDR10572
	Nom masse d'eau	L'Ouche de l'amont du lac Kir à la confluence avec la Saône	Ruisseau du Suzon Bassin versant de la Saône
	Coordonnée en Lambert 93 (au point de contact avec le cours d'eau)	X : 854 105 Y : 6 690 636	X : 850 481 Y : 6 692 595
	QMNA5 (L/s)	/	/

3.2.8 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les points de prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

3.3 Valeurs limites d'émission

3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°1 (EP)
		Valeur ou concentration journalière maximale (en mg/L par défaut) (*)
MES	1305	50
DCO	1314	150
HCT		5

Note :

(*) la concentration maximale est mesurée sur la base d'un prélèvement instantané (d'une durée minimale représentative). La concentration maximale peut être fixée au maximum au double de la concentration en moyenne journalière (article 21 AM 2/02/98)

3.4 Surveillance des prélèvements et des rejets

3.4.1 Relevé des prélèvements d'eau

Le dispositif de comptage du site Adhexpharma est décrit au point 3.1.1 du présent arrêté.

L'exploitant procédera au relevé mensuel de ce compteur afin d'estimer sa consommation annuelle.

3.4.2 *Contrôle des rejets*

Les autres paramètres seront contrôlés à une fréquence annuelle.

3.5 Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

3.5.1 *Dispositions générales*

L'exploitant prend toute disposition nécessaire pour protéger le sol et les eaux souterraines. Il entretient et surveille à intervalles réguliers les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, entretien et étanchéité des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc.).

L'exploitant respectera les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 27 juin 1978 portant déclaration d'utilité publique du captage de la rente Logerot en tant qu'installation industrielle implanté dans le périmètre éloigné du dit captage.

3.5.2 *Implantation des ouvrages et contrôle des eaux souterraines*

L'exploitant n'est pas soumis à surveillance des eaux souterraines.

3.6 Dispositions spécifiques sécheresse

Sans objet

4 PROTECTION DU CADRE DE VIE

4.1 Limitation des niveaux de bruit

4.1.1 *Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation*

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point de mesure LP1	70 dB(A)	60 dB(A)
Point de mesure LP2	70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée, définies sur le plan en annexe n°4.

4.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation.

Concernant les émergences, l'arrêté ministériel du 23 janvier 1977 s'applique.

5 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

5.1 Conception des installations

5.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

La composition du site est présentée en annexe n°6 confidentielle au présent arrêté.

Les dispositions constructives sont conformes à l'ensemble des dispositions prévues dans l'étude de danger. Pour mémoire, le site est en activité depuis 1997.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées

5.1.2 Désenfumage

Le bâtiment étant existant, le site dispose de l'antériorité.

5.1.3 Organisation des stockages

Les substances identifiées par l'exploitant comme présentant des risques sont listés dans l'étude de danger.

La carte de localisation des zones de stockage est donnée en annexe 5 confidentielle au présent arrêté.

5.1.4 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Les accès de secours sont possibles par la rue de Longvic puis par la voie de circulation du site. Le site est accessible à tous moments via le gardiennage 24h/24 et 7j/7.

5.1.5 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Un bassin de rétention des eaux d'incendie est commun aux trois entreprises, Laboratoire Urgo, Adhextechnologie et Adhexpharma. Il est implanté dans l'emprise du site Adextechnologie. Il présente un volume de 634 m³. La capacité de rétention est complétée par les quais de chargement des bâtiments Adhextechnologie pour un volume de 840 m³ soit au total 1 634 m³ pour les trois sociétés. L'annexe 3 présente l'implantation du bassin de rétention accidentelle.

Le bâtiment ADHEXPHERMA est équipé d'un cuvelage de 10 cm soit une rétention interne de 160 m³. Il peut être utilisé en rétention accidentelle.

5.1.5.1 Dispositions générales

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

5.1.5.2 Dispositions spécifiques à certains produits

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés.

5.1.5.3 Dispositions spécifiques aux réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

5.1.5.4 Tuyauteries

Les tuyauteries doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Les tuyauteries sont identifiées conformément aux normes en vigueur.

5.1.5.5 Aires de chargement et de déchargement – transport de produits dangereux

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules routiers et ferroviaires sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

5.1.5.6 Recueil des eaux et écoulements pollués et confinement des eaux d'extinction incendie

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme:

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

5.2 Dispositifs et mesures de prévention des accidents

5.2.1 Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

5.2.2 Matériels utilisables en atmosphère explosive

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 5.2.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement.

5.2.3 Installations électriques

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

A proximité d'au moins la moitié des issues est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque local à risques identifié à l'article 5.2.1 .

Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur du dépôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du dépôt par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 120.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

5.2.4 Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

Les barrières de sécurité ou mesures des maîtrises des risques et les paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

5.2.5 Domaine de fonctionnement sûr des procédés

L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr.

L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr. Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

5.2.6 Barrières de sécurité

L'exploitant met en place une barrière permettant d'éviter la propagation d'un incendie du stockage d'éthanol vers le stockage Azote et inversement pendant 2h.

L'exploitant met en place une barrière permettant d'éviter la propagation d'un incendie de la soute à solvants vers le stockage des solvants usagés et inversement pendant 2h.

5.2.7 Événements et parois soufflables

Sans objet

5.3 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

5.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par les arrêtés ministériels applicables au site et complétés et précisés comme ci-après :

- Les poteaux incendie présents sur les sites Adexphrama, Laboratoire Urgo et Adex technologies. Le bâtiment Adexphrama est couvert par deux poteaux incendies éloignés de moins de 100m présentant un débit de 100 m³/h pendant deux heures sous 1 bar. En simultané, le débit total ne sera pas inférieur à 150 m³/h pendant deux heures conformément aux besoins en eaux d'extinction d'incendie estimé dans l'étude de danger.

- Le réseau fixe d'eau incendie est protégé contre le gel et est alimenté par le réseau d'alimentation en eau potable de la commune. Les 2 prises d'eau sont munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.
- un système de détection automatique d'incendie équipant le bâtiment et présentant les caractéristiques suivantes : un détecteur LIE et LSE au niveau des tunnels d'enduction avec une alarme solvants asservies à ces détecteurs. Les locaux de stockage de solvant ou déchets solvantés usagés seront également équipés de détecteur que les locaux soit interne ou externe (conteneur liquide inflammables, soute à déchets, soutes à solvant). La chaufferie et le local groupe électrogène seront équipés de détecteur incendie.

Les moyens sont complétés par des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets.

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Il utilise en outre deux sources d'énergie distinctes, secourues en cas d'alimentation électrique. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie.

Des appareils de détection adaptés, complétés de dispositifs, visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent, sont mis en place à proximité de l'installation classée autorisée susceptible d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement. L'établissement est muni d'une station météorologique permettant de mesurer la vitesse et la direction du vent, ainsi que la température. Ces mesures sont reportées en salle de contrôle. Les capteurs de mesure des données météorologiques sont secourus. Les capteurs météorologiques peuvent être communs à plusieurs installations.

5.3.2 Organisation

Le site d'Adhexpharma est implanté, du fait de l'historique de l'entreprise, sur un site commun aux sociétés Adhextechnologies et Laboratoire Urgo. Adhexpharma dispose de moyen d'intervention commun avec ces deux autres sociétés défini dans les plans suivants :

- le plan particulier d'intervention (PPI), une convention lie l'exploitant avec les LABORATOIRES URGO qui porte le PPI.
- le plan d'opération interne (POI) commun avec la société Adhextechnologie
- le plan ETARE (n°10083 – Plasto Technologies) existant sur le site ;

Ces plans sont à tenir à disposition des services de secours (service prévention du SDIS 21) et de l'inspection et doivent être tenu à jour.

5.4 Prévention du risque inondation

Le site d'ADHEXPHARMA est concerné par le Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) des communes de Chenove et Marsannay-la-Côte ces dernières faisant parties du Territoire à Risques d'Inondation du Dijonnais. Le débordement du cours d'eau l'Ouche a été identifié comme un phénomène prépondérant d'inondation.

D'après ce zonage, le site est dans une zone exposée aux inondations par remontée de nappe et/ou insuffisance du réseau de collecte.

L'exploitant met en œuvre les recommandations du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation par ruissellement et ravinement de coteaux sur la commune de Chenôve approuvé par l'arrêté préfectoral du 06 février 2013 ou un dispositif apportant une couverture équivalente au risque inondation par remontée de nappe :

« - Les ouvertures des constructions doivent être protégées pour interdire la pénétration des eaux de ruissellement résiduelles. La surélévation recommandée est de 0,2 m,

- la mise en œuvre de dispositifs de réduction de la vulnérabilité :

- par la surélévation des biens et équipements sensibles (chaudières, chauffe-eau, électroménager, etc.),

- l'installation de clapet anti-retour sur les réseaux d'évacuation des eaux pluviales et des eaux usées,

- l'installation de dispositif d'assèchement de niveaux inondables par ruissellement et remontée de nappe. »

5.5 Conditions d'exploitation en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

6 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

6.1 Prévention et gestion des déchets

Les conditions de stockage temporaire des déchets présent sur le site sont :

- le stockage transitoire des déchets interne au bâtiment 21 se décompose de la façon suivante :

- stockage en bidons sur rétention de 220 L implanté dans la zone de préparation des expéditions. Elle sert aux stockages des eaux solvantés usagés.

- containers à déchets industriels banals;

- la soute à déchets extérieure au bâtiment 21. Cette zone de stockage des déchets est hors des limites du site ICPE ADHEXPHARMA. Elle est commune avec la société LABORATOIRE URGO. Sa gestion fait l'objet d'une convention bipartite. Cette zone est utilisée pour le stockage des déchets spéciaux hors solvants usagés. Cette zone présente une rétention de 44,4 m³ et un sol étanche en béton ;

- la soute à solvants usagés. Il s'agit de deux cubitainers de 1000 L situé sur rétention de 1,42 m³.

6.2 Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Capacité maximale du site
Filtres à air	15-02-02*	0,02
Déchets souillés chimiquement	07 - 01 - 99	6
Rebus de production	16-03-05*	75
Déchets aqueux acides	06-04-06*	0,5
Déchets aqueux basiques	06-02-05*	4
Déchets d'encre et de solvants	07-05-04*	3
Verres souillés de laboratoire	15-01-10*	2
Emballages vides souillés	15-01-10*	20
Eaux souillées de solvants	07-05-04*	50
Solvants non halogénés	07-05-04*	8

Type de déchets	Code des déchets	Capacité maximale du site
Solvants halogénés	07-05-03*	0,8
Effluents tampons	06 – 03 - 99	12
PCL solides	16-05-06*	0,02
D3E	16-02-13*	0,2
Piles alcalines et salines et Piles boutons (lithium)	16 – 06 - 05	0,1
Objets piquants et tranchants	15-02-02*	/
Émulsion lidocaïne/prilocaine	16-03-05*	0,3
Principes actifs pharmaceutiques	16-03-05*	5
Huiles minérales	13-02-05*	/
Elastomère thermoplastique	16 – 03 -06	/
PCL Liquides	16-05-06*	0,1
PCL Sels de mercure	16-05-06*	/
PCL Combustibles liquides	16-05-07*	0,01
PCL Combustibles solides	16-05-07*	0,01
Patchs oestrogène	16-05-08*	5
Aluminium plastifié en bobine	20 – 01 - 40	10
Archives	20 - 01 - 01	5
Bois valorisable	20 – 01 - 38	5
Carton valorisable	20 – 01 - 01	40
Déchets valorisables	20 – 01 - 01	75
Ouate de cellulose	20 – 01 - 99	3
Plastique valorisable	20 – 01 - 39	20

*Les déchets présentant un code déchet avec une astérisque sont des déchets dangereux

Soit la répartition suivante :

Désignation	Quantité maximale annuelle produite (t)	Durée maximale d'entreposage sur le site avant enlèvement	Lieu d'entreposage
Déchets dangereux (dont déchets pharmaceutiques et chimiques, solvants, ...)	175	1 mois	Soute à déchets du site LABORATOIRES URGO et local à solvants usagés (temporairement dans les salles au sein du bâtiment 21)
Déchets non dangereux	200	3 mois	Bennes à déchets extérieures
Déchets inertes	5	6 mois	Bennes à déchets extérieures

6.3 Limitation du stockage sur site

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site	Conditions de stockage
Déchets non dangereux	Déchets industriels banaux (papiers, cartons, plastiques, déchets valorisables, ouate de cellulose, élastomère thermoplastique) ; 0,8 m³	Bacs de stockage dans le bâtiment 21 - Conteneur DIB Zone tampon déchets
Déchets dangereux	Eaux souillées de solvants Volume maximal de 2 m³	Local à solvants usagés intérieur au bâtiment 21
Déchets dangereux	Emballages souillés, matériaux filtrants, rebus de production solide, déchets d'origine organique, déchets électronique,...) 6 m³	Soute à Déchets (soute 43D) -

7 DISPOSITIONS FINALES

7.1 Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Dijon :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

7.2 Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir : ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de pendant une durée minimale d'un mois.

7.3 Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de Côte D'Or, le Directeur départemental des territoires de Cote d'Or, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Chenôve et à la société **ADHEXPHARMA**.

LE PREFET
Pour le Prefet et par délégation
Le Secrétaire Général

Christophe MAROT

[illegible]

ANNEXE 4 – LOCALISATION DES POINTS DE MESURES SONORES ET ENVIRONNEMENT SONORE DU SITE (SOURCE : CATELIE 21)

